

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVE PÉTROLIÈRE (SOQUIP) :

Triste histoire d'une société d'État dissoute dans l'idéologie corrosive du Néolibéralisme

30 novembre 2010 par **Jacques B. Gélinas**

Sociologue québécois, il s'est toujours intéressé aux questions touchant l'émancipation du Tiers Monde, les droits de minorités et l'organisation socioéconomique des communautés humaines. Après plus d'une décennie comme coopérant en Amérique latine, il a été professeur en sociologie du développement, puis cadre au ministère des Relations internationales du Québec. Il est aujourd'hui essayiste et conférencier.

Où est passée la SOQUIP, cette société d'État, créée dans la foulée du Maitres chez nous ?

SOQUIP avait reçu le mandat de prendre le leadership de l'exploration des hydrocarbures cachés dans le sous-sol québécois. Ne devrait-elle pas, aujourd'hui, jouer un rôle déterminant dans les graves décisions concernant l'exploitation de ces ressources, notamment les gaz de schiste ?

Ne la cherchez pas, elle a disparu. Voici, à grands traits, la triste histoire de cette société aujourd'hui dissoute dans l'idéologie corrosive du néolibéralisme.

SOQUIP a été mise en place, le 29 novembre 1969, sous les règnes du Premier ministre du Québec, Daniel Johnson père et de Jean-Jacques Bertrand, son éphémère successeur. Ces deux premiers ministres avaient pris le relais de ce formidable mouvement de réappropriation enclenché par René Lévesque et Jean Lesage avec la nationalisation de l'hydroélectricité, en 1963, puis la création de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en 1965.

On croyait alors que si notre sous-sol recelait des hydrocarbures, une telle ressource énergétique devait servir, tout comme l'hydroélectricité, au développement de toute la nation, plutôt qu'à l'enrichissement des compagnies privées. C'est ainsi que peu, de temps après sa création SOQUIP, rachète les droits d'exploration que détient la multinationale Shell dans les basses terres du Saint-Laurent et le contrefort des Appalaches.

Les permis d'exploration que possédait déjà Hydro-Québec sont aussi transférés à SOQUIP. Dans la première décennie de son existence, SOQUIP réalise des études géophysiques, accumule d'importantes données et de l'expertise. En 1980, les découvertes s'avérant peu prometteuses, le premier gouvernement du Parti québécois élargit sa mission initiale pour lui permettre d'investir, non seulement dans l'exploration et la prospection, mais aussi dans la production, la distribution et la commercialisation d'hydrocarbures.

En 1981, SOQUIP et la CDPO acquièrent une partie importante des actions des deux principales distributrices de gaz naturel au Québec : Gaz métropolitain, alors filiale d'une compagnie ontarienne, la Northern and Central Gaz Company et Gaz Inter-Cité. SOQUIP regroupe ces deux compagnies pour faire de Gaz métropolitain une entreprise gazière d'envergure nationale.

En 1984, elle achète Sundance Oil Company qui devient sa filiale à part entière aux États-Unis.

En 1986, SOQUIP participe à des projets importants sur la scène canadienne, par le truchement de Soligaz, un consortium, dont elle possède 50% des actions, composé de Gaz métropolitain, Alberta Natural Gaz et du groupe SNC. La même année, elle crée, en partenariat avec la CDPO, la société Noverco dans le but de réaliser l'acquisition complète de Gaz Métropolitain.

André Caillé est nommé président de Noverco. SOQUIP devient ainsi, dans les années 1990, une entreprise qui contrôle la distribution et la commercialisation du gaz naturel au Québec.

Mais voici qu'à partir de 1996, tout va changer. Cette année-là, André Caillé passe de pdg de Noverco à pdg d'Hydro-Québec. Et Lucien Bouchard, ci-devant ministre conservateur à Ottawa, devient premier ministre du Québec. Selon une nouvelle stratégie concoctée par Caillé et endossée par Bouchard, l'avenir énergétique du Québec passe désormais par le gaz naturel plutôt que par l'hydroélectricité et l'éolien.

Hydro-Québec doit donc se lancer dans l'exploration et la distribution du gaz naturel. Cela se fera aux dépens de SOQUIP qui se voit forcée de vendre à Hydro-Québec une partie importante de sa participation dans Noverco, et donc dans Gaz métropolitain.

En 1997, Hydro-Québec s'allie à IPL Energy Alberta pour prendre le contrôle complet de Noverco, société mère de Gaz Métropolitain. C'est le début de la fin pour SOQUIP. Pour la remplacer complètement, Hydro-Québec crée la division « HQ Pétrole et Gaz ».

De son côté, le gouvernement Bouchard décide, en 1998, de neutraliser définitivement SOQUIP, en la plaçant sous la tutelle de la Société générale de financement (SGF), dont elle devient une des 12 filiales. SOQUIP conservera son Conseil d'administration, mais perdra son identité et ses moyens d'action. Ce n'est plus qu'une question de temps avant qu'elle ne disparaisse complètement de l'organigramme de la SGF.

« Il ne reste plus rien de SOQUIP »

SOQUIP a été désactivée en douce depuis au moins six ans. Dans le journal des débats du 9 novembre 2010, on apprend de la bouche de Pierre Shedleur, pdg de la SGF, que SOQUIP a été dissoute. C'était à la Commission des Finances publique sur la Loi 123 portant sur la fusion de la SGF et Investissement Québec.

Le député de Rousseau, Nicolas Marceau, demande à M. Shedleur si la SGF, par le biais de SOQUIP, aurait fait de l'exploration dans le Golfe Saint-Laurent. À cette question, M. Shedleur répond : *"Il ne reste plus rien de SOQUIP à la SGF actuellement. Quand je suis arrivé [en décembre 2004], ça n'existait plus. [...] C'est une coquille juridique. On a la coquille juridique, mais SOQUIP, qui avait des fonctions particulières à une certaine époque, moi, quand je suis arrivé ça n'existait plus."*

La coquille juridique subsiste. Comme si le gouvernement Charest n'avait pas le courage de démanteler officiellement, par une loi, cette institution de la Révolution tranquille. La riche banque de données de SOQUIP a été transférée au ministère des Ressources naturelles et de la Faune qui s'est empressé de mettre ces précieux renseignements à la disposition de l'entreprise privée. Une expertise dans laquelle l'État québécois et nos universités ont investi des sommes considérables. Tout ce bouleversement s'est fait en catimini, à l'insu du grand public et des médias.

Autre virage à 180° d'Hydro-Québec

En 2007, André Caillé quitte Hydro-Québec laquelle procède aussitôt, avec la complicité de son nouveau pdg, Thierry Vandal, à un virage à 180° en sens inverse. Paradoxalement, Hydro-Québec ne veut plus rien savoir de gaz naturel. Elle se départit des parts que « HQ Pétrole et Gaz » détient dans Gaz Métropolitain devenu Gaz Métro.

Elle cède gratuitement, dit-on, ou en tout cas dans des circonstances et des conditions nébuleuses, tous ses droits d'exploration et d'exploitation à trois sociétés privées : Petrolia, Gastem et Junex. Des entreprises apparemment québécoises, mais totalement sous contrôle étranger.

La clé de ce paradoxe, la voici. En quittant son poste à la société d'État, l'ex-pdg d'Hydro-Québec et de Noverco s'est lancé dans la business du gaz naturel. André Caillé est maintenant conseiller senior en stratégie chez Junex et membre de son conseil d'administration. Le premier président de l'Association pétrolière et gazière du Québec, fondée en avril 2009, c'est lui. Il semble que son but soit désormais de livrer tout entier à l'entreprise privée ce bien

collectif.

Reviens, René, ils veulent nous déposséder !

On pourrait croire qu'un appel à un nouveau « Maîtres chez nous » est une nostalgie d'une époque révolue, l'époque de René Lévesque et de Jean Lesage. Ce n'est pas ce que pense l'éditorialiste en chef de La Presse, dans son texte de samedi, le 27 novembre, intitulé : « Le Lévesque de Terre-Neuve ».

Selon André Pratte, celui qui a repris le flambeau de René Lévesque, c'est Danny Williams, le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador. «Le slogan de M. Lévesque était « Maîtres chez nous ». Celui de M. Williams : « Maîtres de notre destinée ».

Danny Williams s'est battu contre les compagnies pétrolières en achetant, contre leur gré, 51% de leurs parts dans l'exploitation des hydrocarbures en mer. Il s'est battu contre le gouvernement fédéral en exigeant sa juste part des ressources énergétiques offshore.

Quand la papetière AbitibiBowater a voulu fermer ses portes, en mettant cavalièrement à la rue ses travailleurs, après s'être copieusement servi dans les forêts de Terre-Neuve, Danny Williams, défiant l'ALÉNA et l'OMC, a exproprié la multinationale.

Pratte écrit : « *Danny Williams a été pour les Terre-Neuviens ce que René Lévesque a été pour nous* ». Ces deux chefs d'État ont redonné à leur peuple, non seulement un bien collectif, mais « *une confiance et une fierté nouvelles* ». L'éditorialiste termine en citant la belle phrase du premier ministre terre-neuvien : « *Nous pouvons maintenant faire nos choix selon nos propres intérêts* ». Et Pratte de conclure : « *À quand le jour où un premier ministre du Québec pourra dire la même chose ?* »